

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL**

OBJET :

Séance du : mercredi 26 février 2020

**MODIFICATION DES
STATUTS DU CIAS
D'ANNEMASSE AGGLO**

Convocation du : 19 février 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56

Président de séance : Christian DUPESSEY

N° CC_2020_0059

Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Maryline BOUCHÉ, Robert BURGNIARD, Annie DERÔME, Madeleine FOURNIER, Dominique LACHENAL, Nabil LOUAAR, Louiza LOUNIS, Bernard SAGE-VALLIER, Mylène SAILLET RAPHOZ, Jean-Pierre BENOIST, Maxime GACONNET, Nicole CATASSO, Chantal BERGER, Paulette CLERC, Alain BOSSON, Philippe ZABE, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Nadège ANCHISI, Jean-François VUICHARD, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Jacques BOUVARD, Gabriel DOUBLET, Danielle COTTET, Claude SCHNEIDER, Michelle AMOUDRUZ, Jean-Pierre BELMAS, Véronique FENEUL, Daniel KALOUSTIAN, Nadine JACQUIER, Josette CLAUDE, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER, Daniel DE CHIARA

Représentés :

Julien BEAUCHOT par Louiza LOUNIS, Michel BOUCHER par Dominique LACHENAL, Agnès CUNY par Madeleine FOURNIER, Claude ANTHONIOZ par Chantal BERGER, Isabelle VINCENT par Nadège ANCHISI, Jean-Claude LAMBERT par Michelle AMOUDRUZ

Excusés :

Estelle BOUCHET, Jean-Pierre VINCENTI, Salih KAYGISIZ, Eric MINCHELLA, Laetitia ZAGHOUEANE, Caroline DURET-NASR, Patrice RITZENTHALER, Yves CHEMINAL, Bernard BOCCARD, Jean-Louis CONUS, Catherine GAVARD-RIGAT, Edgard SAINT-SEVERIN

Vu l'article R 123-28 du Code de l'Action Sociale et des Familles indiquant que l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale peut décider, à part égale, du nombre des membres élus et des membres nommés du Conseil d'Administration de son Conseil Intercommunal d'Action Sociale (CIAS),

Il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le premier alinéa de l'article 7 des statuts du CIAS d'Annemasse Agglo en fixant à 16, au lieu de 24, le nombre d'administrateurs pour permettre une gouvernance adaptée et efficiente :

Article 7 : Le Conseil d'Administration

Conformément à l'article 123-28 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), afin de permettre une gouvernance adaptée et efficiente et à compter de l'élection du prochain Président d'Annemasse Agglo – Président de droit du CIAS d'Annemasse Agglo - le Conseil d'Administration, présidé par le Président d'Annemasse Agglo, comprend, outre ce dernier, seize membres répartis en deux collèges :

- pour le premier collège, **huit représentants de la Communauté d'Agglomération**, élus par le Conseil Communautaire en son sein,
- pour le deuxième collège, **huit membres nommés par le Président d'Annemasse Agglo**, par

arrêté, parmi des personnes participants à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans les communes considérées.

Au nombre des membres nommés, figurent, conformément aux articles L 123-6 et R 123-11 du CASF :

- un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions,
- un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'union départementale des associations familiales,
- un représentant des associations de retraités et de personnes âgées du département,
- un représentant des associations de personnes handicapées du département,
- quatre personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées sur le territoire d'Annemasse Agglo.

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DECIDE :

D'APPROUVER la modification de la composition du Conseil d'Administration du CIAS d'Annemasse Agglo selon les termes énoncés,

D'APPROUVER les statuts modifiés du CIAS d'Annemasse Agglo, tels que joints à la présente,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.